

## RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

### Le principe de délai raisonnable est-il d'ordre public ?

Barcena-Fernandez, François-Xavier

*Published in:*  
Bulletin juridique et social

*Publication date:*  
2016

*Document Version*  
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

*Citation for pulished version (HARVARD):*

Barcena-Fernandez, F-X 2016, 'Le principe de délai raisonnable est-il d'ordre public ?' *Bulletin juridique et social*, Numéro 559, p. 14.

#### General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

#### Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

# Le principe du délai raisonnable est-il d'ordre public ?

Relevant des principes de bonne administration, le principe de délai raisonnable n'est traditionnellement pas renseigné comme étant d'ordre public, bien qu'il soit lié à la compétence *ratione temporis* de l'auteur de l'acte. L'arrêt *Lacroix*, n° 229.464 du 4 décembre 2014 du Conseil d'État semble à cet égard marquer un revirement de jurisprudence (qui devra être confirmé) : il semble reconnaître le caractère d'ordre public du moyen tiré du dépassement du délai raisonnable.

En l'espèce était contestée une mesure de suspension dans l'intérêt du service datée du 3 août 2012.

La requérante, fonctionnaire de police au sein de la Police fédérale, est inculpée en janvier 2010 à la suite d'une information judiciaire du chef de violences exercées à l'occasion de diverses interventions.

L'autorité disciplinaire est informée de cette inculpation en mars 2010 et décide d'une suspension dans l'intérêt du service le 3 août 2012 à la suite de la décision de la Chambre du Conseil de Bruxelles du 27 juin 2012 de renvoyer la requérante devant le Tribunal correctionnel de Bruxelles.

Dans son rapport, l'auditeur avait soulevé d'office le moyen tiré du dépassement du délai raisonnable, lequel avait été repris par la requérante dans son dernier mémoire.

Elle arguait que l'annulation de la décision attaquée se justifiait en raison du dépassement du délai raisonnable depuis la connaissance des faits et depuis le renvoi devant le tribunal correctionnel ; que ce dernier ne constituait pas un nouvel élément ayant permis d'envisager une mesure de suspension préventive de sorte que le caractère déraisonnable du délai était attesté par la circonstance que son inculpation avait été portée à la connaissance de l'autorité disciplinaire en date du 4 mars 2010.

L'arrêt s'est prononcé sur son contenu pour le juger non fondé, admettant ainsi qu'il relève bien de l'ordre public, sans quoi il n'aurait pas conclu à son propos et l'aurait tenu pour irrecevable.

● FRANÇOIS-XAVIER BARCENA-FERNANDEZ  
Assistant aux Facultés Universitaires  
Notre-Dame de la Paix  
Chargé d'enseignement à la Haute École  
F. Ferrer et à la Haute École de Namur